



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Après l'avertissement des régionales qui peut ouvrir la voie au pire **RASSEMBLER NOS FORCES POUR REPRENDRE L'OFFENSIVE**

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 10 DÉCEMBRE 2015

Marine Le Pen a donc récolté les fruits pourris de la politique anti-ouvrière et réactionnaire du gouvernement Hollande-Valls.

Avec un peu plus de 6 millions de voix, en tête dans 6 régions, le FN devient le premier parti de ce pays sur le plan électoral.

Après les attentats de Paris et la proclamation de l'état d'urgence, voilà où mène son offensive sécuritaire et guerrière.

Un rejet des grands partis de droite comme de gauche

Mais le rejet de ces partis qui se succèdent au pouvoir pour organiser la régression sociale, l'offensive contre le monde du travail et les classes populaires, s'est aussi manifesté par l'abstention.

Près d'un électeur sur deux ne s'est pas déplacé, malgré les appels à gauche comme à droite, à voter « *pour faire obstacle au FN* ». Comme si ce n'était pas eux qui avaient fait le lit du succès du FN en reprenant à leur compte sa démagogie sécuritaire et xénophobe.

Hollande et Valls responsables

Dans cette élection, la droite – Sarkozy en tête – a couru sans vergogne derrière le FN pour essayer de capter l'électorat d'extrême droite. Résultat, un échec, puisque ses propres électeurs ont préféré l'original à la copie en votant directement pour l'extrême droite.

Mais le gouvernement Hollande-Valls porte la responsabilité principale, suite à sa fuite en avant réactionnaire et anti-démocratique après les attentats du 13 novembre.

L'état d'urgence, la guerre, la campagne xénophobe contre les musulmans et les migrants qu'il a orchestrée, ont été autant d'arguments pour le vote Le Pen.

Hollande et Valls sont allés jusqu'à piocher dans le programme du FN la déchéance de nationalité et l'armement des policiers en dehors des heures de service ! Tout cela s'ajoutant à leur politique 100% au service des capitalistes depuis leur arrivée au pouvoir.

Le FN, un danger pour les salariés et les classes populaires

Loin de répondre aux besoins des classes populaires, la politique de Le Pen est entièrement dirigée contre elles. Comme Les Républicains ou le PS, le FN ne rêve que d'accéder au pouvoir pour servir les intérêts des classes dominantes. En pire et plus brutalement, pour accentuer l'exploitation, diviser les travailleurs.

Sa cible, les « étrangers », pas les patrons qui licencient à tour de bras, planquent des milliards dans les paradis fiscaux, cassent le Code du travail pour priver les salariés de toute protection. Sa « priorité nationale » n'est qu'une dangereuse formule démagogique qui signifie priorité aux intérêts des banques et des patrons.

Une seule solution : reprendre confiance en nos forces

La politique du PS, dévouée aux classes dominantes et l'incapacité du Front de Gauche à rompre avec lui – comme le prouvent les négociations du 2nd tour – laissent à gauche un véritable champ de ruines. Cette gauche politicienne manœuvre sur le terrain électoral, mais elle ne tire aucune leçon de son effondrement. Valls l'a dit sur TF1 : « *Je ne suis pas là pour m'excuser* ». En clair, il va poursuivre et accentuer sa politique, celle qui a installé le FN au dessus de 30%.

Alors, pour combattre l'extrême droite, il n'y aura pas d'autre moyen que de combattre la politique dont il se nourrit, en rassemblant toutes celles et ceux qui refusent l'austérité et le chômage, l'état d'urgence et la guerre, le racisme et la xénophobie.

De ce point de vue, le résultat des listes présentées par Lutte ouvrière - pour lesquelles le NPA a appelé à voter - atteste qu'il existe, même si elle est minoritaire, une fraction de la population qui ne croit pas au changement par les élections.

Seul un « Tous Ensemble », décidé à aller jusqu'au bout, permettrait d'y parvenir.

En renvoyant du même coup le FN aux poubelles de l'histoire.

DEPUIS 2012, LE FN EST
EN HAUSSE CONSTANTE...



FRONT NATIONAL :

LA RETRAITE À 60 ANS PASSE À LA TRAPPE !

« Il n'y a jamais eu dans le programme du FN de retour à la retraite à 60 ans » a prétendu mardi dernier, sur LCP, Wallerand de Saint Just, tête de liste FN en Ile de France. Il faut croire que plus on fait de voix aux élections, plus on perd la mémoire et plus on se permet de mentir. On lisait pourtant bien dans le projet présidentiel de Marine Le Pen pour 2012 : « L'âge légal sera progressivement ramené à 60 ans ». Cela n'avait déjà pas empêché Nicolas Bay, n°2 du FN d'affirmer, le 18 mai dernier, sur le site Boursarama : « Nous n'avons jamais défendu la retraite à 60 ans ». Il faut croire que quand on se rapproche du pouvoir et qu'on veut plaire au patronat, cela ne faisait pas bien dans le tableau.

ÉTAT D'URGENCE : LA CONTESTATION SOCIALE EN LIGNE DE MIRE

Marchés de Noël et manifestations sportives autorisées ; exposition « Solutions COP 21 » des multinationales maintenue, mais manifestations de soutien aux migrants ou sur la question du climat interdites. Il est clair que la prolongation de l'Etat d'urgence est aussi un moyen pour le pouvoir de s'en prendre aux mouvements sociaux revendicatifs. Interdictions de manifester, arrestations, perquisitions et assignations à résidence de militants ; lors d'une manifestation pacifique pour la justice climatique le 30 novembre à Paris, la police a même violemment attaqué un cortège pacifique et embarqué des centaines de gens. En quoi cela a-t-il à voir avec la lutte contre le terrorisme ?

LE CHANTAGE À LA DÉLOCALISATION

CHEZ SMART

Smart France manie maintenant le chantage pour imposer le retour aux 39 heures payées 37 à ses 800 salariés du site de Hambach (Moselle). L'an dernier, un référendum organisé par la direction de l'usine avait donné une majorité favorable au projet de la direction, grâce au vote des cadres et des employés, alors que les ouvriers avaient refusé ces mesures. Le droit d'opposition exercé par les deux syndicats CGT et CFDT représentant la majorité du personnel avait alors rendu caduc ce plan patronal.

Mais la direction de Smart, filiale de Mercedes, s'obstine. Elle vient d'envoyer à tous les salariés de l'usine une lettre individuelle leur proposant un avenant au contrat de travail instituant le retour aux 39 heures. Avec cet ultimatum : si 75 % des courriers ne sont pas retournés signés d'ici au 10 décembre, ce sera la délocalisation. Délocalisation vers une usine Renault en Slovaquie.

A l'évidence, Renault, Ghosn et le ministre Macron, actionnaire actif de Renault, sont donc mouillés dans ce chantage. Ce qui promet à l'occasion de la renégociation l'accord de compétitivité Renault, qui arrivera à son terme à la fin de l'année prochaine.

INSPECTRICE DU TRAVAIL CONDAMNÉE

Laura Pfeiffer, inspectrice du travail chargée de contrôler l'usine Tefal d'Annecy, avait mis sur la place publique les arrangements de la direction de cette entreprise avec sa hiérarchie, à la direction départementale du travail, afin d'obtenir son départ. L'entreprise lui reprochait de s'intéresser d'un peu trop prêt à l'application de l'accord 35 heures, qui trichait avec la loi.

Les faits révélés par un lanceur d'alerte n'ont jamais été contestés. Mais la direction, prise la main dans le sac, avait porté plainte pour « divulgation de secret professionnel » ! Elle vient d'obtenir la condamnation de l'inspectrice du travail à 3 500 euros d'amende avec sursis, ce qui entraîne l'inscription à son casier judiciaire, cause possible de licenciement.

Les inspecteurs du travail ne plaisent ni au MEDEF, ni au gouvernement. C'est pourquoi le banquier Macron, dans sa loi, leur a déjà retiré déjà beaucoup de moyens d'action. Ce jugement inique, c'est le monde à l'envers, où ceux qui disent vrai sont condamnés.

RENAULT REVIENT EN FORMULE 1

La formule 1 n'a rien à avoir avec le sport. Fric et magouilles dominant tout. Mercedes, qui y rafle aujourd'hui les titres de champion du monde, a dépensé 400 millions d'euros en 2014 pour y parvenir. Concurrence oblige, ce sera le minimum pour Renault.

Le monde de la formule 1 est pourri au sens strict du terme. Bernie Ecclestone, son patron, n'avait pas hésité à déclarer en juillet 2009 : « Je préfère les leaders forts. Hitler était en position de commander beaucoup de gens et d'être efficace. La démocratie n'a pas fait grand bien à beaucoup de pays » !

Et pour participer à la formule 1, Renault comme les autres doivent faire allégeance à ce sinistre personnage.

Pas dégoûté, le responsable de Renault Sport F1 a déclaré au Monde : « Comme la F1 est une terre de chantage absolu, pour arriver à ses fins, tous les moyens sont bons ». Et c'est ce qu'ils osent appeler du sport.

Sans oublier que côté cour, Renault a été accepté sponsor de la COP 21 dont l'objectif est parait-il de lutter contre le dérèglement climatique. Mais côté écurie, Renault gaspille un demi milliard d'euros pour s'acoquiner avec les organisateurs véreux de l'un des spectacles les plus polluants de la planète. Les masques de l'hypocrisie tombent !

site national du NPA: www.npa2009.org
site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique